



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/44/132
S/20473

17 février 1989

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
ESPAGNOL/
FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-quatrième session
LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE :
MENACES CONTRE LA PAIX ET LA
SECURITE INTERNATIONALES ET
INITIATIVES DE PAIX

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-quatrième année

Lettre datée du 17 février 1989, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint les versions française et anglaise d'une déclaration publiée le 16 février 1989 par les 12 Etats membres de la Communauté européenne au sujet de la Déclaration adoptée par les présidents centraméricains le 14 février 1989 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point intitulé "La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix", et du Conseil de sécurité.

(Signé) Francisco VILLAR

ANNEXE

Déclaration publiée le 16 février 1989 par les Douze
sur le Sommet centraméricain

Les Douze accueillent avec satisfaction la Déclaration adoptée par les cinq présidents centraméricains à l'issue de la réunion au sommet, tenue au Salvador, le 14 février.

Ils considèrent qu'elle est un pas en avant important dans le processus de mise en oeuvre complète des Accords d'Esquipulas. Ils accueillent avec satisfaction particulièrement l'annonce par le Gouvernement du Nicaragua de sa décision d'organiser des élections générales libres, dans un délai d'un an, en présence d'observateurs internationaux dans le contexte du programme de mesures qui contribuent à la réconciliation nationale. Ils souhaitent également souligner l'importance de l'accord sur l'élaboration d'un plan commun de démobilisation et de réinstallation volontaire et de rapatriement des membres de la résistance nicaraguayenne et de leurs familles.

Ils notent, aussi, l'appel des présidents à tous les secteurs et, en particulier, aux mouvements insurrectionnels et aux forces irrégulières qui agissent dans la région, de se joindre aux processus politiques constitutionnels dans leurs pays respectifs, ainsi que leur appel à tous les secteurs de la société salvadorienne de participer aux prochaines élections.

La Communauté et ses Etats membres notent l'appel lancé à la Communauté européenne dans la Déclaration quant au programme d'intégration économique dans l'isthme centraméricain. Ils espèrent discuter à la prochaine réunion de San Pedro Sula les formes concrètes de leur contribution économique et politique au processus de paix dans la région.
